



Recommandation d'ILERI MUN au ministère de la transition écologique et de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche en vue de l'UNOC 3

1) Régulation des émissions des navires marchands

La France doit plaider, via l'OMI, pour une régulation stricte des émissions du transport maritime, responsable d'environ 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Cela inclut la réduction du CO₂, des oxydes d'azote (NO_x) et de soufre (SO₂).

2) Surpêche et sécurité alimentaire mondiale

La surpêche affaiblit les écosystèmes marins et menace la sécurité alimentaire des 3 milliards de personnes dépendantes du poisson comme ressource principale. Il est urgent de renforcer les quotas durables, soutenir la pêche artisanale et garantir un transfert alimentaire équitable.

3) Soutien aux peuples dépendants de l'économie bleue

La transition écologique doit inclure les 60 millions de personnes employées dans l'économie bleue. Elle passe par la création de fonds d'aide, de mécanismes de transferts technologiques et de garanties sociales, notamment pour les pays en développement.

4) Renforcement de la gouvernance multilatérale

La France doit soutenir le rôle central de l'ONU et l'application effective de l'ODD 14. Cela implique la création d'alliances multipartites et l'intégration systématique de l'enjeu océanique dans toutes les négociations internationales pertinentes.

5) Extension des aires marines protégées

Fixer un objectif international d'au moins 30 % d'aires marines protégées d'ici 2030, en interdisant les activités extractives dans les zones sensibles. Cette mesure est essentielle pour préserver la biodiversité et renforcer la résilience climatique des océans.

6) Lutte mondiale contre la pollution plastique

La France doit relancer les négociations sur un traité international juridiquement contraignant contre les plastiques, incluant des restrictions de production, l'interdiction des exportations de déchets et un objectif zéro pollution d'ici 2040, après l'échec des cinq sessions de 2024.

7) Transition vers un modèle économique océanique durable

Promouvoir un modèle fondé sur la sobriété, la pêche durable, les énergies marines renouvelables et l'écotourisme. La croissance bleue, si elle continue à dégrader les océans, compromet sa propre pérennité.

8) Évaluation stratégique du coût de l'inaction

La France doit initier un rapport international évaluant les coûts économiques, géopolitiques et environnementaux de l'inaction sur la protection des océans, à court, moyen et long terme, pour les États comme pour les entreprises.